

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 08/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROLEIN

Quai des Indes
76200 Dieppe

Références : UDRD.2024.08.R.01
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2024 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 10/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite visait à récolter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 juin 2023 (sujet bruit), à faire un état des lieux sur le sujet des odeurs et à répondre aux questions de l'inspection dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance relatif au projet de pré-traitement des graines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. Elle produit du biogaz à partir des composés organiques présents dans ses eaux résiduelles via son méthaniseur raccordé au réseau GRDF depuis mai 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nuisances liées aux odeurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	PAC pré-traitement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées note les avancées en ce qui concerne le traitement des non-conformités relatives au bruit (zones à émergence réglementée et en limite de propriété). Cependant, l'exploitant n'est toujours pas conforme aux prescriptions de son arrêté sur ce sujet et doit poursuivre ses efforts afin de se mettre en conformité.

Constatant le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement et compte-tenu du plan d'actions prévu par l'exploitant pour traiter tous les points émissifs d'ici le 15 janvier 2025, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative d'un montant de 300 euros par jour applicable à partir du 15 janvier 2025, c'est à dire en cas de retard sur les actions prévues.

Une nouvelle mesure de bruit devra être faite pour confirmer le respect des niveaux sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, et le respect de la mise en demeure concernant la transmission des rapports de contrôle attestant du respect des valeurs limites applicables. En cas de résultats non conformes, une deuxième astreinte sera mise en œuvre à compter du 15 février 2025, pour un montant supplémentaire de 300 euros/jour jusqu'à nouvelle mesure conforme, et ce pour chacun des 2 sujets (niveaux sonores en limites de propriété et valeurs limites d'émergence).

S'agissant des odeurs, il est demandé à l'exploitant de poursuivre ses efforts relatifs à la recherche des sources d'odeurs et à l'identification des solutions adaptées et pérennes visant en particulier à la réduction des émissions diffuses. Des efforts sont particulièrement attendus sur la gestion des opérations de nettoyage et sur la conduite opérationnelle lors des incidents d'exploitation.

Concernant le porter à connaissance relatif au projet de pré-traitement transmis par l'exploitant en date du 28 juin 2024, celui-ci ne vient pas modifier les rubriques de la nomenclature auxquelles l'installation est soumise. La modification n'est ni notable ni substantielle, mais nécessite cependant une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral afin d'encadrer les modifications associées au projet. Le démarrage de l'unité de pré-traitement est prévu en juin 2025. L'inspection proposera un projet d'arrêté préfectoral d'ici le premier trimestre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances liées aux odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.</p>

L'exploitant met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Constats :

La visite d'inspection a permis de faire le point sur la thématique odeurs, plusieurs signalements ayant été reçus sur la plateforme Signclair fin juin et début juillet 2024.

En particulier, le 3 juillet, l'exploitant a indiqué que certains événements ont pu être générateurs d'odeurs :

- un test de performance de la station d'épuration (Step) a été réalisé, durant duquel le flux hydraulique de l'installation a été poussé au maximum de ses capacités avec des dégagements d'odeurs identifiés au niveau de la « flash aération » de l'étape de précipitation minérale. L'exploitant a indiqué que les essais ont été arrêtés dès l'apparition des odeurs ;
- par ailleurs, dans le cadre de l'étude de bruit en cours visant à comprendre l'origine des niveaux sonores résiduels, l'exploitant a indiqué avoir dû arrêter pendant 30 min la totalité des équipements de la Step. Pendant ces essais, les ventilateurs des unités de désodorisation ont donc été arrêtés.

Le 8 juillet, l'exploitant a indiqué que des opérations de nettoyage du magasin 3 (pulpe de colza) et des convoyeurs externes ont été réalisées et qu'ils sont probablement à l'origine des signalements ce jour-là.

Le jour de la visite, aucune odeur n'a été ressentie aux abords de l'installation qui était à l'arrêt (arrêt technique estival).

L'exploitant a indiqué poursuivre ses actions concernant la thématique odeurs. Il a notamment présenté une synthèse de l'analyse approfondie réalisée depuis la dernière visite d'inspection, analyse qui a permis de dégager certains axes de travail et des pistes d'amélioration à la fois techniques et organisationnelles.

D'un point de vue organisationnel, l'exploitant a indiqué que le personnel est confronté à des situations nouvelles et différentes du fait de l'augmentation de capacité de production depuis 2022 et qu'il travaille actuellement sur la mise à niveau des processus de conduite des installations. Par ailleurs, l'exploitant a renforcé son analyse des plaintes et signalements via la mise en place d'un fichier détaillé de suivi depuis juin 2024. L'objectif est notamment de mieux comprendre l'origine des odeurs et d'identifier les opérations et postes associés afin d'engager des actions ciblées.

D'un point de vue technique, l'exploitant ayant réalisé des travaux conséquents au niveau de certains postes critiques qui avaient été identifiés comme sources importantes d'odeurs (incluant le bassin tampon), l'objectif est aujourd'hui de traiter les émissions diffuses résiduelles, dont certaines sont déjà identifiées : opérations de nettoyage (convoyeurs, magasin 3 notamment) et de chargement des camions des boues des centrifugeuses (point sur lequel la situation a évolué positivement avec le remplacement des camions à technologie aspiration par des camions à pompe).

Les actions déjà définies par l'exploitant sont les suivantes : mise en place de mesures visant à améliorer la gestion des modes dégradés et les aléas de production, amélioration de la fréquence de nettoyage du magasin 3, révision des modalités de stockage et de transport des boues, amélioration de la communication entre l'usine et le sous-traitant de la Step et entre l'usine et les riverains. Par ailleurs, l'exploitant recherche en parallèle une solution visant à objectiver les émissions d'odeurs et à détecter les éventuelles dérives et réfléchit à la possibilité de réaliser des mesures en continu des odeurs au moyen de capteurs.

Commentaire n° 1 : sur ce dernier point de nouveaux échanges auront lieu prochainement avec l'exploitant.

Demande n° 1 : au-delà de la recherche de la solution la plus pertinente afin d'objectiver l'impact olfactif dans l'environnement, l'inspection invite l'exploitant à poursuivre ses efforts relatifs à la recherche des sources d'odeurs et à identifier des solutions adaptées et pérennes visant en particulier à la réduction des émissions diffuses. Il est attendu de l'exploitant qu'il porte ses efforts sur la gestion des opérations de nettoyage, sur la conduite des modes d'exploitation dégradés (potentiellement impactant au niveau olfactif) et sur la formation des opérateurs. Une nouvelle visite d'inspection pourra avoir lieu dans les prochains mois sur cette thématique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée :

1) L'exploitant transmet avant le 30 juin 2023 le rapport de diagnostic complémentaire sur les sources identifiées.

2) L'exploitant transmet avant le 31 juillet 2023 les commandes des éléments visant à réduire les nuisances sonores des installations sus-mentionnées :

- Bruit ambiant généré par :
- aérations en toiture du bâtiment protéine ;

- ventilation et de la sortie du gazomètre ;
- ventilation de l'unité de désodorisation.

- Bruit à la tonalité marquée :
- Local d'aération biologique fonctionnant de façon intermittente (vibration tuyauterie).

3) L'exploitant finalise la mise en œuvre des éléments visant à réduire les nuisances sonores susmentionnés avant le 1er octobre 2023.

4) L'exploitant réalise un nouveau contrôle réglementaires des niveaux sonores émis par ses installations avant le 31 octobre 2023.

5) L'exploitant démontre le respect des prescriptions des articles précités par la fourniture du rapport précité avant le 30 novembre 2023.

Constats :

Pour mémoire, un premier récolement des points visés par cet arrêté préfectoral de mise en demeure avait été réalisé lors de la visite du 31 octobre 2023. L'exploitant avait traité les points 1 et 2, le 3 partiellement (compte tenu du non-respect des VLE à postériori, les mesures mises en place n'étaient pas suffisantes) mais n'avait cependant pas traité les points 4 et 5 susmentionnés.

Suite à la visite du 31 octobre 2023 et au regard des actions déjà réalisées, l'inspection avait accordé un délai jusqu'au 31 décembre 2023 pour la réception du rapport de mesures acoustiques et le plan d'action associé, les mesures acoustiques ayant été reportées les 14 et 15 décembre 2023 du fait de retards de livraison du matériel pour l'isolation acoustique et de la présence d'un bateau en maintenance sur le port.

Suite à la visite du 2 mai 2024 et compte-tenu des actions déjà réalisées par l'exploitant suite aux dernières mesures réalisées et de la commande passée pour de nouvelles mesures acoustiques, l'inspection avait indiqué qu'elle statuerait sur les suites à donner à réception du rapport de mesure qui devait intervenir avant le 30 juin 2024 (proposition de levée de la mise en demeure ou nouvelles suites administratives).

Suite à la visite d'inspection du 2 mai 2024, l'exploitant a communiqué, comme convenu, un nouveau rapport de mesure des niveaux sonores effectués les 13 et 14 mai 2024. Les résultats montrent que l'installation ne respecte pas toutes les valeurs limites :

- Les émergences sonores calculées en Zone à Emergence Réglementée dépassent les valeurs admissibles au point n° 2 sur les périodes diurne et nocturne, ainsi qu'au point n° 1 sur la période nocturne.
- Le niveau sonore mesuré en limite de propriété dépasse le seuil réglementaire au point n° 6 sur la période nocturne.

Afin de traiter les dépassements, l'exploitant a réalisé depuis 2023 différents travaux dont notamment l'isolation en toiture du bâtiment Olatein, l'isolation de pompes, de compresseurs, du groupe froid et de la centrale de traitement d'air, la mise en place d'un mur anti-bruit au niveau du dépotage des camions, l'isolation de l'unité de désodorisation et également la mise en place de silencieux au niveau de divers équipements de la STEP (gazomètre, aérateur, surpresseur).

Le bilan des 3 campagnes de mesurage des niveaux sonores (mars 2023, décembre 2023 et mai 2024) est repris ci-après :

- en limite de propriété :

- point 4 : respect des niveaux limites en diurne (aucune non-conformité n'avait été identifiée) et nocturne depuis décembre 2023 (il y avait un non-respect en nocturne en mars 2023) ;
- point 5 : respect des niveaux limites depuis décembre 2023 en diurne et depuis mai 2024 en nocturne (il y avait non-respect en diurne en mars 2023 et en nocturne en mars et décembre 2023) ;
- point 6 : respect des niveaux limites en diurne (aucune non-conformité n'avait été identifiée) et dépassement du niveau limite en nocturne depuis mars 2023 ;
- points 7 et 8 : respect des niveaux limites en diurne et nocturne (aucune non-conformité n'avait été identifiée).

Commentaire n° 2 : Les mesures prises par l'exploitant ont permis d'améliorer la situation en termes de niveaux sonores en limite de propriété. En revanche, des travaux restent à mener pour la mise en conformité au point 6 (nocturne) pour lequel la valeur est d'ailleurs plus élevée qu'en mars 2023.

- en Zones à Emergence Réglementée (ZER) :

- point ZER1 (non-conforme en nocturne en mars et décembre 2023) : les actions réalisées ont permis de réduire le niveau d'émergence (passage de 11 dB en mars 2023 à 8,5 dB en mai 2024 pour une VLE à 3 dB). Le niveau diurne est conforme ;
- point ZER2 (non conforme en diurne et nocturne depuis mars 2023), les niveaux ont été réduits en diurne (passage de 10,5 db à 7,5 db pour une VLE à 5 dB) et en nocturne (passage de 8 db à 5 db pour une VLE à 4 dB) ;
- point ZER3 : des non-conformités avaient été identifiées en mars 2023, les niveaux sont conformes depuis décembre 2023 .

Commentaire n° 3 : Même si les niveaux sonores ont été réduits sur les points ZER1 et ZER2 par rapport à mars 2023, ils restent significativement supérieurs aux niveaux attendus, des actions correctives complémentaires sont donc attendues pour la mise en conformité au niveau de ces points.

L'exploitant a indiqué poursuivre ses efforts sur le sujet et a déjà engagé des mesures suite à la réception du dernier rapport de mesures acoustiques réalisées en mai 2024. Un plan d'action est en cours afin d'identifier l'origine des bruits résiduels.

Des campagnes de mesures sont prévues pendant l'été :

- semaine 27 : mesures avec Prolein à l'arrêt et Olatein en fonctionnement (avec coupure de la STEP pendant 30min), l'objectif étant d'évaluer l'impact d'Olatein et la contribution de Prolein ;
- semaine 29 ou 30 : mesures avec Olatein et Prolein à l'arrêt avec coupure de la Step pendant 30 min en diurne et en nocturne, l'objectif étant d'identifier les sources résiduelles éventuelles sur la Step ;
- semaine 31 : mesure avec Olatein à l'arrêt et Prolein en fonctionnement avec également un arrêt de la Step, l'objectif étant notamment de préciser la contribution d'Olatein en comparaison aux mesures de la semaine 27.

L'exploitant a également indiqué que ces campagnes viseront également l'établissement d'un nouveau point 0 (le dernier datant de 2019) afin d'établir les niveaux de fond (avec les 2 usines à l'arrêt et un arrêt ponctuel de la Step) et déterminer s'il y a une évolution depuis le premier point 0.

L'exploitant a précisé avoir prévu un accompagnement technique complémentaire avec la réalisation de mesures via des caméras acoustiques éventuellement couplées à de la modélisation afin d'identifier plus précisément les sources. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à faire intervenir son sous-traitant pour la réalisation de ces mesures en semaine 37. L'exploitant a également communiqué un plan d'action détaillé dont les échéances pour la mise en conformité acoustique sont fixées au 15 janvier 2025.

Par ailleurs, il est à noter que lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence d'un sifflement au niveau du poste de gaz GRDF situé à l'entrée du site et qui pourrait contribuer aux niveaux sonores observés, du fait d'un coffrage en mauvais état. L'exploitant a indiqué avoir déjà contacté GRDF, cependant des délais sont nécessaires et nécessitent en particulier un arrêt complet de l'installation. Suite à la visite, l'exploitant a indiqué que la réparation temporaire du coffrage sera réalisée en décembre 2024, le changement du poste d'arrivée de gaz sera réalisé lors de l'arrêt technique de 2025 (l'opération nécessitant une semaine d'arrêt).

Demande n° 2 : l'exploitant communiquera à l'inspection les rapports de l'ensemble des mesures réalisées dès réception de son sous-traitant et le plan d'action pour la mise en conformité des niveaux acoustiques associés pour le 31 octobre 2024. Un état d'avancement du plan d'action sera également communiqué à l'inspection tous les 15 jours à compter de la réception du présent rapport.

Commentaire n° 4 : l'exploitant, à qui un délai pour la mise en conformité des niveaux de bruit avait déjà été octroyé par l'inspection suite à la visite du 2 mai 2024, a engagé différentes mesures, cependant celles-ci ne permettent toujours pas de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral et de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2023.

Au regard du plan d'action présenté par l'exploitant et des actions prévues pour lever ces non-conformités (travaux à réaliser suite aux mesures acoustiques), l'inspection propose à monsieur le préfet une astreinte administrative avec prise d'effet à compter du 15 janvier 2025.

Une nouvelle mesure de bruit devra être faite pour confirmer le respect des niveaux sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, et le respect de la mise en demeure concernant la transmission des rapports de contrôle attestant du respect des valeurs limites applicables. En cas de non conformité des mesures, une deuxième astreinte sera mise en oeuvre à compter du 15 février 2025, pour un montant supplémentaire de 300 euros/jour jusqu'à nouvelle mesure conforme, et ce pour chacun des 2 sujets (niveaux sonores en limites de propriété et valeurs limites d'émergence).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PAC pré-traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, PAC pré-traitement
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du Code de l'Environnement.
Constats : La visite a permis de faire le point sur les questions résiduelles de l'inspection concernant le porter à connaissance relatif au projet de pré-traitement transmis par l'exploitant en date du 28 juin 2024. Ce porter à connaissance vise à l'implantation d'une installation de pré-nettoyage des graines dont l'objectif est d'assurer une meilleure préparation des graines en amont du procédé de transformation et d'améliorer la qualité du produit fini tout en réduisant les contraintes microbiologiques actuelles. Cette nouvelle étape permettra de retirer les « impuretés » des graines telles que la paille, la terre, les coques vides ou les poussières, étape qui est actuellement réalisée plus en aval du process. Les modifications liées à ce projet concernent : <ul style="list-style-type: none">- l'ajout d'un bâtiment de pré-nettoyage (hauteur : 26,55 m) à proximité des silos de stockage existants au nord-ouest du site,- l'ajout d'une tour annexe accolée au bâtiment et à la zone de réception existante,- l'ajout d'un bâtiment de stockage des co-produits générés par ce pré-nettoyage, accolé au sud du bâtiment de pré-nettoyage. La tour annexe permettra, via un élévateur, d'acheminer les graines de la zone de réception (déjà existante) vers le haut de la tour de pré-nettoyage. Le transfert des graines dans les différents équipements d'épuration (épurateur à rotation orbitale et épurateur aéraulique) du bâtiment de pré-nettoyage se fera au moyen d'élévateurs. Les graines propres seront ensuite transférées vers les silos métalliques (existants). Le bâtiment co-produits sera couvert et fermé, il abritera deux bennes de 30 m ³ recueillant les co-produits en provenance des différentes étapes du pré-nettoyage. Le projet prévoit un by-pass de l'étape de pré-nettoyage (passage direct des fosses de réception vers les silos métalliques). Le dossier traite des éléments suivants : <u>Sols</u> L'implantation du projet sera réalisée sur une zone déjà imperméabilisée et le procédé ne mettra pas en œuvre de produits chimiques. Le projet prévoit la gestion des eaux pluviales. Il n'y a pas d'impact supplémentaire sur la pollution des sols.

Eaux pluviales

Un réaménagement des eaux pluviales est prévu dans le projet afin d'assurer le bon traitement du ruissellement des eaux pluviales des silos métalliques et de la tour de pré-nettoyage. A cette fin, un nouveau débourbeur/déshuilleur sera ajouté. Il sera installé en amont du débourbeur/déshuilleur existant (qui se situe lui-même en amont de la fosse et du bassin de confinement des eaux pluviales). La tuyauterie aérienne existant entre la fosse et le bassin de confinement sera également modifiée pour permettre l'accueil des nouveaux bâtiments.

Rejets atmosphériques

Le projet indique que le filtre à manche FIL1000 existant et permettant de traiter les rejets du déchargement des graines sera déplacé dans le cadre du projet. Du fait de la configuration du projet, la hauteur de rejet sera de 6,5 m au lieu de 6 m actuellement, la vitesse minimale de rejet (8 m/s) sera respectée, le débit nominal recalculé sera de 25 000 m³/h (23 079 m³/h actuellement autorisé). L'exploitant a confirmé avoir dimensionné le rejet du filtre afin de ne pas avoir d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des poussières

Commentaire n° 5 : l'inspection n'est pas opposée à cette modification, étant entendu que dispersion atmosphérique des poussières ne doit pas être dégradée par rapport à la situation actuelle. Ce point sera repris dans les prescriptions du projet de modification de l'arrêté préfectoral.

Deux autres filtres seront également ajoutés :

- un filtre FIL1203 qui assurera le traitement des poussières captées au niveau du système de nettoyage et convoyage amont : débit de 12000 m³/h et hauteur de rejet de 28,55 m ;
- un filtre FIL2110 qui assurera le traitement des poussières entre les systèmes de nettoyage et les bennes co-produits : débit de 12 000 m³/h et hauteur de rejet de 5,99 m.

Commentaire n° 6 : les VLE au niveau des 3 rejets des filtres FIL1000, FIL1203 et FIL2110 seront fixées à 5 mg/Nm³ pour les rejets en poussières des deux nouveaux filtres, conformément aux niveaux d'émission associés à la MTD 31 (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussière résultant de la manutention et de la préparation des graines ainsi que du séchage et du refroidissement du tourteau des unités nouvelles (BREF FDM - Industries agro-alimentaires et laitières). Ces VLE seront reprises dans les prescriptions du projet de modification de l'arrêté préfectoral.

Odeurs

Ce projet ne sera pas générateur d'odeurs, il s'agit d'un procédé de nettoyage « à sec », sans ajout de matière et en l'absence de traitement thermique. Par ailleurs, cette étape sera réalisée dans un bâtiment clos.

Bruit

Le trafic de véhicules ne sera pas modifié dans le cadre du projet, il n'impactera donc pas négativement le niveau de bruit.

S'agissant des nouvelles unités, le dossier indique que le fonctionnement des équipements sera réalisé uniquement en journée et en semaine, de 8h à 18h. L'exploitant a indiqué avoir dimensionné ses équipements afin de réduire au maximum les nuisances sonores. Il a indiqué que les filtres seront tous équipés de pièges à son, l'étape sensible en termes de nuisances sonores est le décolmatage des filtres. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir prévu l'isolation des bâtiments avec de la laine de roche.

Commentaire n° 7 : Sur le sujet du bruit, l'exploitant devra démontrer au moyen d'un rapport de mesures acoustiques, que les valeurs limites applicables relatives aux niveaux sonores prescrites dans son arrêté préfectoral sont respectées à la mise en service du nouvel atelier de pré-nettoyage. En cas de non-respect de ces valeurs, l'exploitant devra by-passer l'étape de prétraitement dans l'attente de traitement des non-conformités. Ce point sera repris dans les prescriptions du projet de modification de l'arrêté préfectoral.

Risque foudre

Une analyse du risque foudre sera réalisée fin novembre 2024. L'exploitant mettra en place les dispositifs nécessaires en fonction des résultats de cette étude. Dans tous les cas, l'installation devra être conforme au démarrage prévu en juin 2025.

Commentaire n° 8 : Ce point sera repris dans les prescriptions du projet de modification de l'arrêté préfectoral.

Risque chimique

Aucun produit chimique ne sera ajouté dans le cadre du projet.

Risque incendie

Aucune matière combustible ne sera ajoutée dans le cadre de ce projet.

Le nouveau local électrique implanté au RDC de la tour de pré-nettoyage sera protégé par détection incendie et par un système de protection par gaz inerte.

La tour de nettoyage sera protégée par un système manuel de déluge implanté en haut des élévateurs et un système d'extinction étincelles.

Risque d'explosion

Les graines oléagineuses et les protéines séchées sont des matières pulvérulentes qui peuvent générer des poussières qui peuvent dans certaines conditions devenir des poussières explosives. Les zones à risque ont été définies par l'exploitant, les équipements sont prévus pour être adaptés au zonage déterminé.

L'ensemble des élévateurs du projet seront munis :

- d'un capteur de bourrage ,
- d'un contrôleur de rotation,
- d'une sonde de température de paliers,
- d'un détecteur de déport de bande.

Les élévateurs transportant de la graine non encore nettoyée seront en plus munis :

- d'un moteur ATEX et d'une sangle ATEX,
- d'un asservissement avec l'aspiration,
- d'un élément de découplage au niveau de l'aspiration,
- d'un système d'extinction d'eau par déluge au niveau de la tête.

Le dossier indique que les transporteurs à chaînes auront une vitesse de déplacement inférieure à 1 m/s ce qui empêchera la mise en suspension des particules fines dans l'air. Il précise également que les vis associées au déchargement de la graine et à la récupération des déchets auront une vitesse inférieure à 1 m/s ce qui empêchera la mise en suspension des particules fines dans l'air.

Le nettoyeur et les deux épurateurs seront munis d'un système d'aspiration. Les systèmes de filtration (filtre à manche, vis et écluse) de la zone de réception et de la tour de pré-nettoyage seront :

- asservis au déchargement de la graine et au moteur (avec capteur de dépression),
- munis d'un élément de découplage au niveau de l'aspiration,
- équipés d'une détection d'étincelle dans la gaine d'aspiration des poussières et d'un manche antistatique,
- contrôlés annuellement lors de la maintenance préventive (contrôle de l'état des filtres).

Le moteur, le palier et l'électrovanne seront implantés en dehors des aspirations.

L'exploitant a indiqué avoir présenté le projet au SDIS.

Les résultats de la modélisation relative aux effets de suppression montre que seul les effets de 20 mbar (bris de glace) sont attendus en dehors du site, côté ouest, sur une distance d'1 m.

Commentaire n° 9 : Ce projet ne vient pas modifier les rubriques de la nomenclature auxquelles l'installation est soumise. Le dossier La modification n'est ni notable ni substantielle, mais nécessite cependant une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral afin d'encadrer les modifications associées à ce projet. Le démarrage de l'installation est prévu en juin 2025. L'inspection proposera un projet d'arrêté préfectoral d'ici le premier trimestre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite